

**Arrêté temporaire de circulation**  
**COMMUNE DELEGUEE DE BEAUPREAU**

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,  
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,  
VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10,  
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,  
VU le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R 110-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 415-6,  
VU la demande par laquelle **POLYKABEL** demeurant **33 rue Guillaume Lekeu 49100 ANGERS** représentée par Madame **Joana GOMES** - demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public.,  
**CONSIDÉRANT** que des travaux mobiles **sur réseaux ou ouvrages électriques** rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée **de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 16/02/2026 au 13/03/2026 COMMUNE DELEGUEE DE BEAUPREAU**

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

À compter du 16/02/2026 et jusqu'au 13/03/2026, les prescriptions suivantes s'appliquent, au droit de chantier, A BEAUPREAU, commune déléguée:

- Le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit;
- Compte tenu de la réalisation des travaux mobiles en bordure de voie et de l'empiètement sur la chaussée, la circulation est alternée par B15+C18.

**ARTICLE 2 - SIGNALISATION**

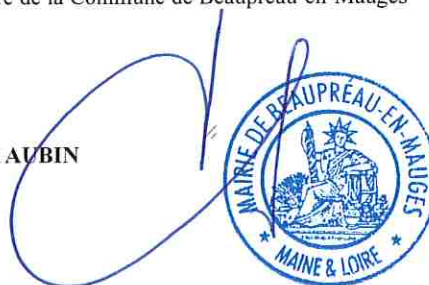
La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, POLYKABEL.

**ARTICLE 3 - CHARGES D'EXECUTION**

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 03 février 2026  
Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges

Franck AUBIN



**DIFFUSION:**

- POLYKABEL
- BRANGEON
- HDV
- Pompier de La Poitevinière
- Mairie Beaupréau

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr); dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.  
Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*